

1 - Actualité nationale et internationale

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 15 au 17 février 2012, le GAFI (Groupe d'action financière) a adopté des recommandations révisées et pris de nouvelles mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive. Les principales modifications du texte sont :

- la lutte contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive par l'application systématique de sanctions financières ciblées lorsqu'elles sont exigées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- l'amélioration de la transparence afin d'éviter que les criminels et les terroristes ne dissimulent leur identité et leurs biens derrière les personnes morales et constructions juridiques ;
- des obligations plus exigeantes vis-à-vis des personnes politiquement exposées ;
- l'élargissement du champ des infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux aux infractions fiscales pénales ;
- une approche fondée sur les risques renforcée permettant aux pays et au secteur privé d'allouer leurs ressources de façon plus efficace en ciblant les domaines qui présentent des risques plus élevés ;
- une coopération internationale plus efficace, en particulier pour l'échange d'informations entre les autorités concernées, la conduite d'enquêtes conjointes et le dépistage, le gel et la confiscation des biens illicites ;
- de meilleurs outils opérationnels et une gamme plus large de techniques et de pouvoirs, à la fois pour les cellules de renseignements financiers et les autorités de poursuite pénale dans le cadre des enquêtes et poursuites en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

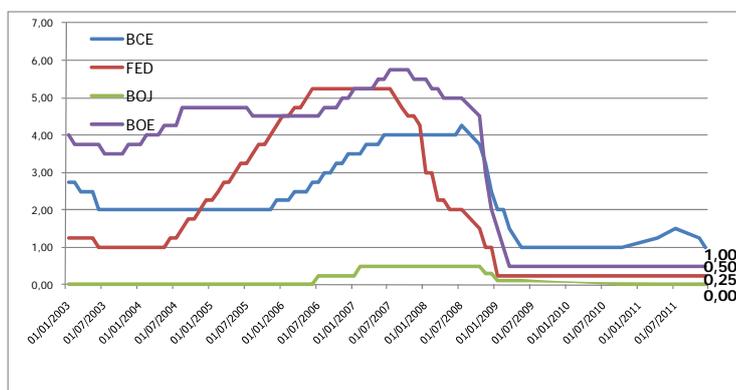
Le texte intégral de la réponse du GAFI à la consultation publique sur la révision des recommandations est disponible en anglais sur <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/49/29/49684543.pdf>

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le 8 mars 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « les récentes données disponibles confirment des signes de stabilisation de l'activité économique, mais toujours à des faibles niveaux. Les perspectives économiques demeurent soumises à des risques baissiers. Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées à plus long terme ».



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois et du taux de chômage en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 861 700 fin janvier 2012, soit une hausse de 0,5 % sur un mois, en données CVS-CJ0 (+ 13 400 personnes). Sur un an, il croît de 6,2 % (+ 5,4 % pour les hommes et + 7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,2 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage s'établit à 9,4 % de la population active métropolitaine au quatrième trimestre 2011, en hausse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre 2011. En incluant les DOM, il s'établit à 9,8 %.

Hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, est de 10,7 % en janvier 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à décembre 2011. Il était de 10 % en janvier 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,1 % en janvier 2012. Il était de 9,5 % en janvier 2011.

Inflation

Baisse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,4 % sur un mois en janvier 2012 ; sur un an, il croît de 2,3 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,5 % en glissement annuel.

Légère hausse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,7 % en février, en hausse de 0,1 point par rapport à janvier.

PIB

Hausse du PIB en France au quatrième trimestre 2011

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume a augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre 2011 après 0,3 % au troisième trimestre. En moyenne, la croissance annuelle est de 1,7 % en 2011, après 1,4 % en 2010.

Baisse du PIB dans la zone euro au quatrième trimestre 2011

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont baissé de 0,3 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent (contre des hausses respectives de 0,1 % et de 0,3 % au cours du troisième trimestre). Par rapport au quatrième trimestre 2010, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté respectivement de 0,7 % dans la zone euro et de 0,9 % dans l'UE27.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et élargit son programme de mesures non conventionnelles

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 14 février 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a par ailleurs annoncé un nouvel assouplissement de sa politique monétaire en élargissant son programme de mesures non conventionnelles ainsi que la fixation d'un objectif de croissance des prix à la consommation de 2 %. Le PIB du Japon a reculé 0,7 % au quatrième trimestre 2011 en glissement annuel. En janvier 2012, la production industrielle du Japon a progressé de 2 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 2,3 % par rapport à janvier 2011. Le taux de chômage est estimé à 4,6 %. En janvier 2012, les exportations ont reculé de 9,3 % par rapport à janvier 2011, les importations, pour leur part, ont augmenté de 9,8 %. Le déficit commercial s'est élevé à 14,78 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine réduit le ratio de réserves obligatoires des banques

La Banque centrale de Chine a abaissé le 24 février 2012 le ratio de réserves obligatoires des banques de 50 points de base à 20,5 %. Le gouvernement chinois a arrêté pour 2012 un objectif de croissance du PIB de 7,5 % du PIB ainsi qu'un taux d'inflation limité à 4 %. En janvier 2012, l'indice chinois des prix à la consommation a progressé de 4,5 % sur un an contre 4,1 % en décembre 2011. En janvier 2012, les exportations chinoises ont baissé de 0,5 % sur un an, les importations ont reculé de 15,3 % sur un an et l'excédent commercial a atteint 27 milliards de dollars.

Publications

Le financement des PME-ETI par le marché financier

Le rapport de Gérard Rameix, médiateur du crédit et de Thierry Giami, président de l'Observatoire du financement des entreprises par le marché, est disponible en téléchargement sur :

http://www.economie.gouv.fr/files/20120221_financement_pme_eti.pdf

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et élargit son programme de mesures non conventionnelles

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 14 février 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a par ailleurs annoncé un nouvel assouplissement de sa politique monétaire en élargissant son programme de mesures non conventionnelles ainsi que la fixation d'un objectif de croissance des prix à la consommation de 2 %.

Le PIB du Japon a reculé de 0,7 % au 4^e trimestre 2011 en glissement annuel. En janvier 2012, la production industrielle du Japon a progressé de 2 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 2,3 % par rapport à janvier 2011. Le taux de chômage est estimé à 4,6 %. En janvier 2012, les exportations ont reculé de 9,3 % par rapport à janvier 2011, les importations, pour leur part, ont augmenté de 9,8 %. Le déficit commercial s'est élevé à 14,78 milliards d'euros



La Banque centrale de Chine réduit le ratio de réserves obligatoires des banques

La Banque centrale de Chine a abaissé le 24 février 2012 le ratio de réserves obligatoires des banques de 50 points de base à 20,5 %. Le gouvernement chinois a arrêté pour 2012 un objectif de croissance du PIB de 7,5 % ainsi qu'un taux d'inflation limité à 4 %. En janvier 2012, l'indice chinois des prix à la consommation a progressé de 4,5 % sur un an contre 4,1 % en décembre 2011. En janvier 2012, les exportations chinoises ont baissé de 0,5 % sur un an, les importations ont reculé de 15,3 % sur un an et l'excédent commercial a atteint 27 milliards de dollars.



Ralentissement de la croissance et tensions sur le marché de l'emploi australien

En Australie, le taux de croissance du PIB au 4^e trimestre ralentit à 0,4 %, après une progression de 0,8 % au trimestre précédent. La consommation finale (+0,5 pt), la dépense publique (+0,5 pt) et les exportations nettes (+0,3 pt) soutiennent la croissance alors que l'investissement est en berne (-0,2 pt). Le dollar australien s'est apprécié de 4,6 % par rapport au dollar américain depuis le 1^{er} janvier 2012 et des licenciements ont été annoncés dans le secteur des services et des transports. Compte tenu de perspectives de croissance mondiale modérées et d'un ralentissement de l'inflation dans la région, la Banque centrale a décidé, le 6 mars, de maintenir son taux directeur à 4,25 %.



Bonne orientation des échanges commerciaux en Nouvelle-Zélande

En Nouvelle-Zélande, les échanges extérieurs au 4^e trimestre s'orientent favorablement. Les exportations de biens sont en hausse de 4,7 % sur le trimestre, portées par une augmentation des exportations de produits laitiers (+5,5 %). Les importations ressortent pour leur part en hausse de 1,9 %. La balance commerciale est excédentaire sur le trimestre, à 540 millions de dollars néo-zélandais, contre 215 millions au trimestre précédent. Cette évolution s'explique en partie par la dépréciation sur la même période du dollar néo-zélandais vis-à-vis des devises de ses principaux partenaires commerciaux. La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 8 mars, de maintenir son taux directeur à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Maintien des activités d’Air Austral en Nouvelle-Calédonie

Le Conseil de surveillance d’Air Austral a décidé, le 6 février 2012, de maintenir finalement sa liaison avec le territoire calédonien. Deux mois plus tôt, la compagnie avait annoncé la suspension de ses liaisons vers Bangkok et Nouméa, au motif de la hausse du coût du kérosène. L’obtention de conditions de survol plus avantageuses et l’utilisation d’avions de plus faible capacité (dans le but de maximiser les taux de remplissage) ont ainsi conduit les actionnaires de la compagnie réunionnaise à revoir leur position.

Entrée en application de la loi sur l’emploi local

Le dispositif de loi sur « la protection, la promotion et le soutien de l’emploi local » est devenu pleinement opérationnel le 14 février dernier avec la nomination des membres de la Commission Paritaire de l’Emploi Local (CPEL) (arrêté n° 2012/GNC). La loi, adoptée en seconde lecture en juillet 2010 et découlant de l’accord de Nouméa, donne priorité à l’embauche aux citoyens de la Nouvelle-Calédonie et accorde un second niveau de protection aux personnes justifiant d’une durée de résidence suffisante, au regard de la difficulté de recrutement par activité professionnelle.

Présentation du rapport d’expertise sur le secteur minier

Le projet de rapport d’expertise du secteur minier, élaboré dans le cadre du Schéma stratégique industriel de Nouvelle-Calédonie, a été présenté le 24 février au Comité stratégique et industriel. Il dresse un état des lieux de l’activité minière et du potentiel d’exploitation en minerais du territoire, et présente une estimation de la valeur ajoutée perçue par la Nouvelle-Calédonie sur l’exploitation du nickel ainsi que sa contribution au PIB. Enfin, le rapport fournit des préconisations pour optimiser les retombées économiques locales de l’activité minière et métallurgique.

Le Schéma « NC 2025 » dans sa seconde phase d’élaboration

Le Président du Gouvernement, M Harold MARTIN, a ouvert le 22 février le premier des trois séminaires du Schéma d’aménagement et de développement « NC 2025 », consacré au thème de la « citoyenneté ». Après une période de diagnostic initiée en 2008, le projet est entré dans sa phase de définition des orientations et des moyens, avant la rédaction effective du Schéma, attendue pour mi-2012. Prévu par l’article 211 de la Loi Organique du 19 mars 1999, le Schéma d’aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie doit fixer les orientations fondamentales du territoire en matière de rééquilibrage et de développement économique et social, à l’horizon 2025.

Lancement de l’offre 3G sans abonnement

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a validé, le 28 février, le lancement d’une offre internet mobile sans abonnement permettant d’accéder à internet à la demande. Cette offre intervient alors que l’Office des Postes et Télécommunications (OPT) mène une importante campagne d’installation d’antennes compatibles 3G, avec un objectif de taux de couverture du territoire à 97 %.

Bilan de l’année 2011 pour l’Agence Française de Développement

L’Agence Française de Développement (AFD) a présenté le bilan de son activité pour l’année 2011, caractérisée par le plus fort niveau d’engagements jamais atteint par l’institution financière en Nouvelle-Calédonie (34 milliards de F CFP). Les principales opérations concernent la participation au financement de l’usine du Nord (20,3 milliards de F CFP), la construction du Médipôle à Koutio (4,8 milliards de F CFP), le schéma directeur d’assainissement de la ville de Nouméa (1,5 milliard de F CFP) et les interventions de la SOGEFOM, filiale de l’AFD, pour le financement bancaire des petites entreprises sous forme d’apports en garantie (1,3 milliard de F CFP).

La TGA en deuxième lecture

Conformément à la demande du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie formulée le 21 février, le Congrès a examiné en seconde lecture, le 5 mars, le projet de loi du pays instaurant la Taxe générale sur les activités (TGA). Le Congrès a confié à la Commission spéciale, l’étude des possibilités de détaxe des produits de première nécessité. La TGA, fixée au taux unique de 6 %, s’appliquera à compter du 1^{er} janvier 2013 sur les biens de consommation et les services en remplacement des 5 taxes actuellement en vigueur (la TBI ou taxe de base à l’importation, la TP ou taxe de péage, la TFA ou taxe de fret aérien, la TSS ou taxe de solidarité sur les services et le TNH ou taxe sur les nuitées hôtelières).

Publication

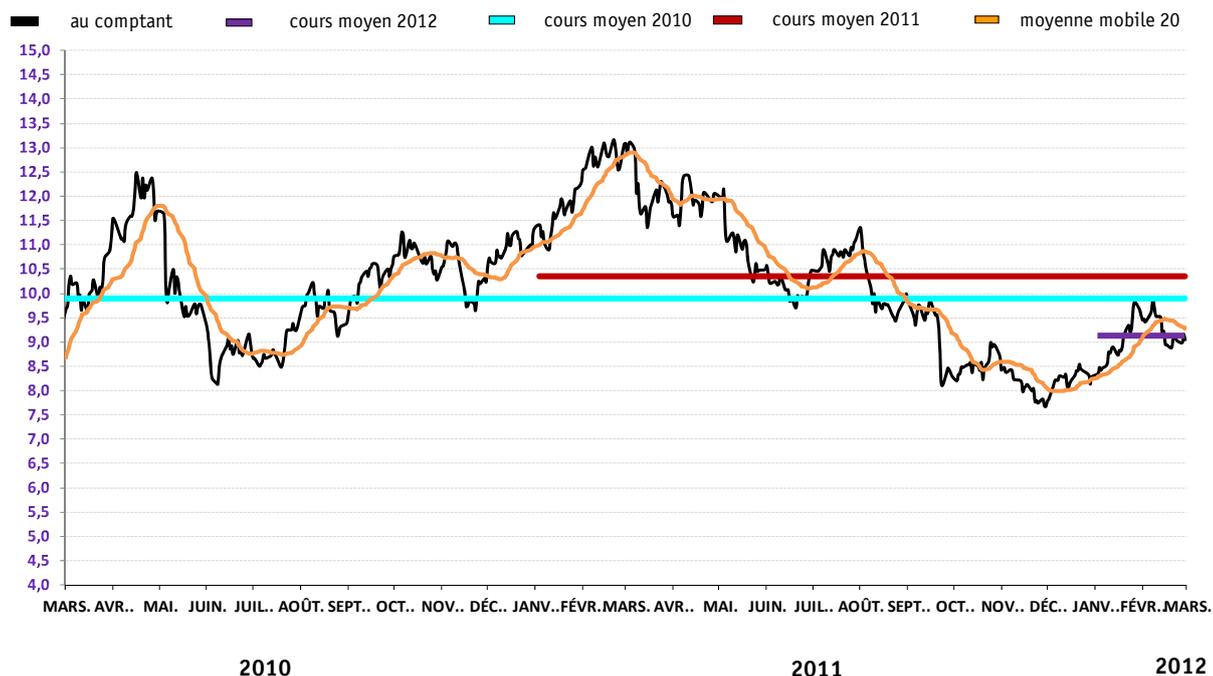
L’agence de l’IEOM en Nouvelle-Calédonie vient de publier ses « Tendances Conjoncturelles », statistiques au 31/12/2011, disponibles en téléchargement gratuit à l’adresse suivante : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/les-notes-expresses-140/les-notes-expresses-tendances-128/4eme-trimestre-2011-1039.html>

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		févr.-12	102,7	-0,2%	1,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		janv.-12	6 776	22,6%	0,5%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-11	15 398	68,6%	-4,0%
	cumulées	déc.-11	147 114	-	10,1%
Importations	mensuelles	déc.-11	25 631	-6,9%	-3,7%
	cumulées	déc.-11	316 761	-	6,1%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		févr.-12	9,28	3,2%	-27,6%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		févr.-12	836,42	0,6%	-25,3%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-11	526	-14,9%	-8,6%
	cumulées	déc.-11	4 588	-	0,4%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	déc.-11	7 348	101,6%	27,2%
	cumulées	déc.-11	61 909	-	10,8%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	janv.-12	9 113	-26,9%	16,2%
	cumulés	janv.-12	9 113	-	16,2%
• Nuitées	mensuels	déc.-11	63 601	5,2%	14,3%
	cumulés	déc.-11	663 884	-	24,0%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-11	63,40%	- 4,5 pts	- 2,5 pts
• Croisiéristes	cumulés	janv.-12	19 950	-	-5,2%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	févr.-12	8 109	-23,5%	-33,9%
	cumulées	févr.-12	18 714	-	-2,9%
• Index BT 21 (p)		janv.-12	140,60	0,9%	2,9%
• IRL (p)		janv.-12	114,14	0,2%	3,8%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	févr.-12	60	-	112,6%
	cumulées	févr.-12	60	-	75,1%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	févr.-12	85	-	93,9%
	cumulées	févr.-12	85	-	64,1%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	févr.-12	648	12,3%	23,9%
	cumulées	févr.-12	1 225	-	23,2%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	déc.-09	déc.-10	déc.-11	var 10/09	var 11/10
Circulation fiduciaire	13 978	14 665	16 109	4,9%	9,8%
Dépôts à vue	214 174	245 224	246 497	14,5%	0,5%
Total M1	228 152	259 889	262 606	13,9%	1,0%
M2-M1	89 900	93 206	99 558	3,7%	6,8%
Total M3	462 942	516 983	533 607	11,7%	3,2%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-09	déc.-10	déc.-11	var 10/09	var 11/10
Entreprises	382 013	403 491	426 094	5,6%	5,6%
Ménages	328 208	362 904	390 944	10,6%	7,7%
Collectivités locales	36 060	48 228	56 975	33,7%	18,1%
Autres agents de CCB non ventilés	9 732	13 941	15 148	43,3%	8,7%
Total concours sain	756 012	828 564	889 161	9,6%	7,3%
Créances douteuses brutes	15 435	16 545	18 138	7,2%	9,6%
Total concours brut	771 448	845 109	907 299	9,5%	7,4%

Interdits bancaires

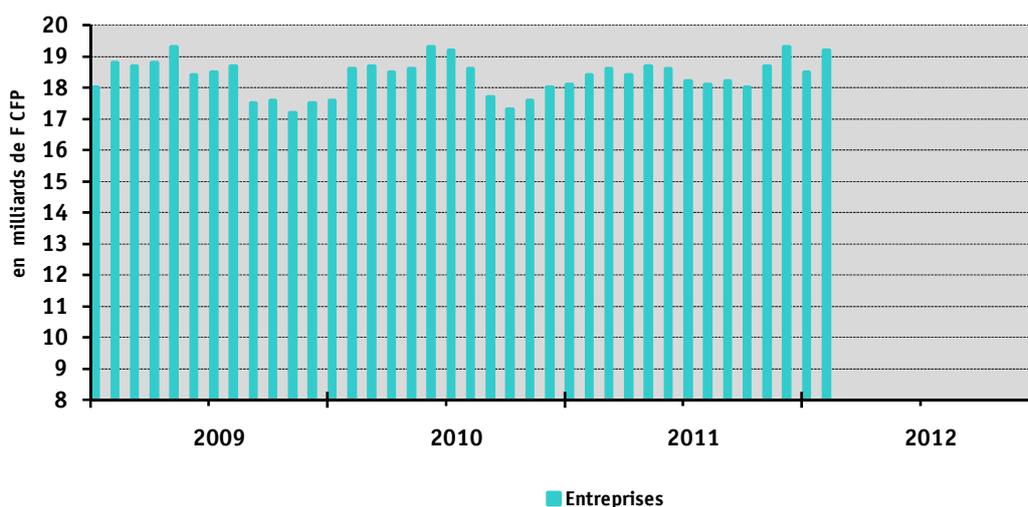
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	janv.-12	6 622	2,8%	5,6%
	dont personnes physiques	janv.-12	5 907	3,1%	5,4%
	dont personnes morales	janv.-12	715	0,3%	7,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	févr.-12	14 431	0,6%	17,9%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	févr.-12	4 461	2,2%	23,6%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-12	19,2	3,7%	-3,1%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	Var .
Indice des prix à la consommation	févr	100,9	102,7	1,6
Entreprises				
nb d'entreprises (a)				
	dont nb d'entreprises sans salarié (a)			
créations d'entreprises	déc	51 184	54 420	6,3%
cessations d'entreprises (p)	déc	44 902	47 964	6,8%
liquidations judiciaires (nb)	déc	5 123	5 115	-0,2%
redressements judiciaires (nb)	déc	2 763	2 846	3,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv	666	715	7,4%
ventes de ciment local (tonnes)	févr	19 231	18 690	-2,8%
importations ciment (tonnes)	févr	47	24	-48,8%
total ciment (tonnes)	févr	19 278	18 714	-2,9%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	33 835	30 637	-9,5%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr	1 050	1 114	6,1%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	févr	588	525	-10,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	85 447	88 634	3,7%
dont secteur privé	sept	61 294	64 242	4,8%
dont secteur public	sept	24 153	24 392	1,0%
demandes d'emploi de fin de mois	janv	6 740	6 776	0,5%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	janv	6 740	6 776	0,5%
chômeurs indemnisés	janv	1 495	1 597	6,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mars	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janv	5 605	5 907	5,4%
décisions retraits cartes bancaires	janv	284	266	-6,3%
incidents paiements sur chèques	janv	2 218	3 352	51,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	févr	994	1 225	23,2%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr	2 211	2 481	12,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	29 842	33 121	11,0%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	16 634	17 653	6,1%
Echanges				
nombre de touristes	janv	7 844	9 113	16,2%
nombre de croisiéristes	janv	21 048	19 950	-5,2%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	déc	57,9%	61,1%	3,2 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	févr	12,22	9,13	-25,3%
cours du nickel au LME en \$/lb	févr	12,81	9,28	-27,6%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	4 572	4 588	0,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	25 046	27 325	9,1%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	55 892	61 909	10,8%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	102 193	110 320	8,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	746	708	-5,1%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 025	1 013	-1,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	128 264	138 658	8,1%
part de ces produits dans le total des exportations	déc	96%	94%	-1,72pt
total des importations (M FCFP)	déc	298 500	316 761	6,1%
total des exportations (M FCFP)	déc	133 653	147 114	10,1%
taux de couverture	déc	44,77%	46,44%	1,7pt
recettes douanières (M FCFP)	déc	45 230	47 208	4,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	déc	245 224	246 497	0,5%
M1	déc	259 889	262 606	1,0%
M2	déc	353 095	362 164	2,6%
Dépôts à termes	déc	163 733	171 307	4,6%
M3	déc	516 983	533 607	3,2%
P1	déc	4 004	3 883	-3,0%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	5,46%	0,52 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,32%	4,58%	0,26 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,75 %	4,63 %	-0,12 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,91 %	-	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	845 109	907 299	7,4%
	Ménages	362 904	390 944	7,7%
	dont crédits à la consommation	69 219	71 926	3,9%
	dont crédits à l'habitat	289 191	313 576	8,4%
	Entreprises	403 491	426 094	5,6%
	dont crédits d'exploitation	76 605	76 469	-0,2%
	dont crédits d'investissement	213 900	227 242	6,2%
	dont crédits à la construction	101 159	109 321	8,1%
	Collectivités locales	48 228	56 975	18,1%
	dont d'investissement	42 022	51 644	22,9%
	Autres agents de CCB non ventilés	13 941	15 148	8,7%
	créances douteuses brutes	16 545	18 138	9,6%
	taux de créances douteuses brutes	2,0%	2,0%	0,04 pt
ensemble des actifs financiers	déc	626 018	640 565	2,3%
	Ménages	326 169	344 723	5,7%
	Sociétés	213 519	208 888	-2,2%
	Autres agents	86 329	86 954	0,7%
	dont assurances-vie	96 971	99 990	3,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Licenciement à Air New Zealand

Après Quantas qui a engagé une restructuration, la compagnie aérienne Air New Zealand projette la suppression de plus de 400 emplois d'ici la fin du deuxième trimestre de l'année. Le groupe ANZ a annoncé une baisse record de ses bénéfices en 2011 (-61 %). Selon le directeur de la compagnie kiwïe, les mesures de licenciement drastiques envisagées seraient dues à la flambée des prix du cours mondial du pétrole et à la concurrence accrue des compagnies japonaises et européennes.

Les télécommunications internet dans le Pacifique

Le gouvernement du royaume de Tonga a entamé fin janvier 2012, des travaux de mise en place d'un câble sous marin de 827 kilomètres destiné à rejoindre Fidji. Celui-ci sera raccordé au câble à fibre optique « Southern cross » qui traverse l'océan Pacifique et relie depuis plus de dix ans la Californie à l'Australie en passant par la Nouvelle-Zélande et Fidji. Cette opération permettra d'augmenter le débit des connexions internet et d'en réduire les coûts d'utilisation. Le projet est estimé à 34 millions de dollars US.

Ralentissement de la croissance australienne

L'économie australienne dont la croissance est tirée depuis plusieurs années par le boom du secteur minier, a enregistré un ralentissement au dernier trimestre 2011. Selon le bureau australien des statistiques, le produit intérieur brut (PIB) a affiché une hausse de 0,4 % sur le quatrième trimestre 2011, soit moitié moins qu'au troisième trimestre (+0,8 %). Un recul des échanges commerciaux et des investissements serait à l'origine de cette baisse.

3 – Brèves locales

Renouvellement de la convention de l'enseignement primaire

L'Etat, représenté par le Préfet Administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna et la Mission catholique de W&F représentée par l'Evêque du diocèse ont procédé le 9 février au renouvellement de la convention de concession de l'enseignement du 1^{er} degré. Cet accord définit pour la Mission catholique sa mission d'éducation de l'enseignement primaire durant les cinq années à venir (2012-2016).

Rentrée scolaire 2012

La rentrée scolaire dans le Territoire s'est effectuée le mardi 14 février. Après une légère augmentation des effectifs scolaires (+1,3 %) en 2011, les premières estimations présentent cette année un recul du nombre d'élèves. Le nombre d'inscrits à la rentrée 2012 dans l'enseignement du premier degré s'établirait à 1 962 élèves, soit une baisse de 10,1 % par rapport à 2011. En 2006, les établissements scolaires des îles Wallis-et-Futuna accueillaient 2 473 élèves soit 511 élèves de plus qu'à la rentrée 2012 (-21 %). Dans le second degré, les effectifs devraient se maintenir par rapport à l'année dernière avec un total estimé à 1930 inscrits. En sept ans, la baisse des effectifs des lycées et collèges équivaut à 377 inscrits. Globalement, la comparaison des effectifs des rentrées 2012 et 2006 fait ressortir, à l'image de l'évolution de la démographie du Territoire, une réduction importante de la population scolaire estimée à - 888 élèves. Par ailleurs, dans le cadre de la convention du 1^{er} degré signée le 9 février 2012, des dispositions visant aux regroupements d'écoles et de classes ont été mises en œuvre.

L'artisanat traditionnel et le rôle de la femme

Dans le cadre de la journée mondiale de la femme, le Comité territorial des femmes des îles Wallis et Futuna a présenté dans ses locaux d'Aka'aka une exposition-vente de produits artisanaux afin de mieux faire connaître l'engagement et le rôle des femmes dans le milieu artisanal. Une formation démonstration à l'utilisation du laminoir a été organisée durant la période d'exposition. Cet outil qui a été financé par le consulat de l'Australie facilitera le travail de l'écorce du murier utilisée par les femmes dans la confection des tapas.

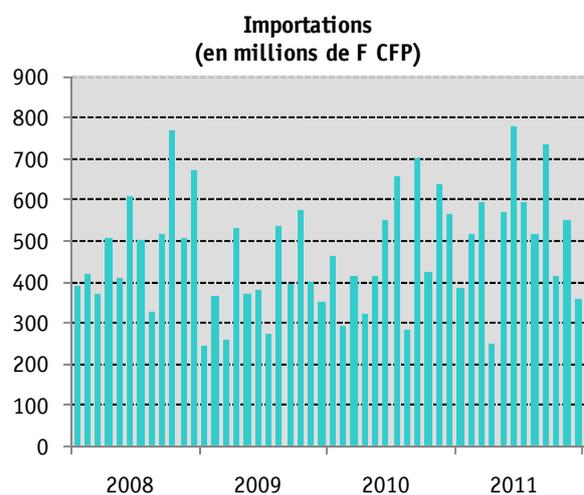
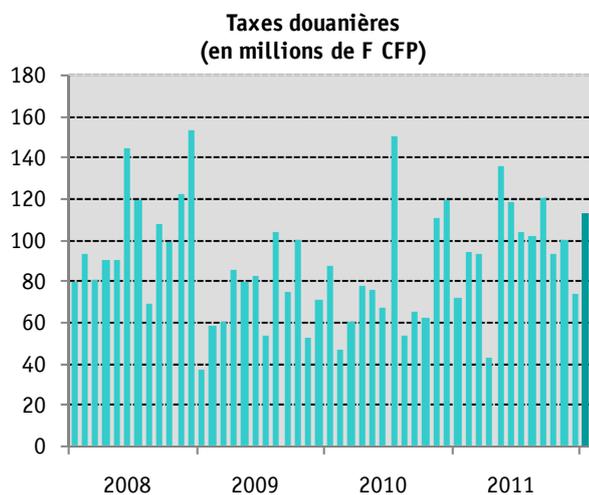
Elections territoriales

Un total de 30 candidats (18 pour Wallis et 12 pour Futuna) se sont inscrits pour l'élection du 25 mars prochain des membres de l'Assemblée territoriale. L'Assemblée, composée de 20 membres élus au suffrage universel pour cinq ans, est l'organe délibérant du Territoire. Elle est compétente dans les domaines économiques et sociaux. Les délibérations de l'Assemblée ne deviennent effectives qu'après approbation par l'Administration supérieure.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4 ^e trim-11	109,43	-	4%
SMIG mensuel en XPF		janv-12	84 837	-	3,2%
Nombre d'emplois salariés		juin-11	2 031	-	0,5%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	janv-12	182	-48,9%	-60,9%
	cumulées	janv-12	182	-	-60,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	janv-12	113	52,8%	56,5%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	janv-12	113	-	56,5%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	janv-12	35	-	-8,2%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	déc-11	1 621	7,6%	-4,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	déc-11	627	-8,9%	-8,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	déc-11	162	5,7%	-12,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	févr-12	2 849	-3,1%	14,7%
	cumulé	févr-12	5 788	-	3,2%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	févr-12	1 127	-14,0%	7,8%
	cumulé	févr-12	2 437	-	13,9%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	janv-12	2	-60,0%	0,0%
	cumulées	janv-12	2	-	0,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	févr-12	15	36,4%	-44,4%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

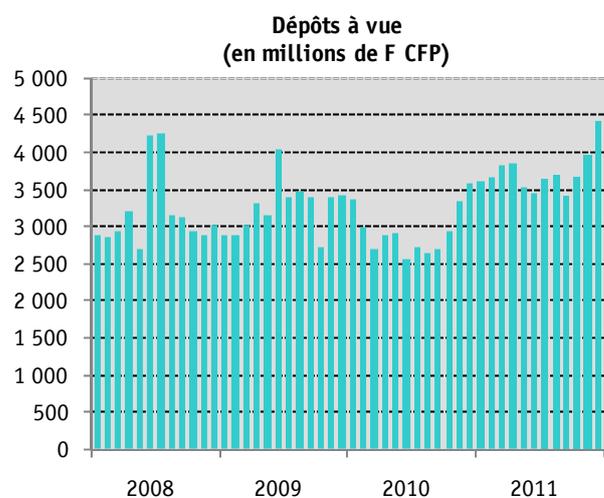
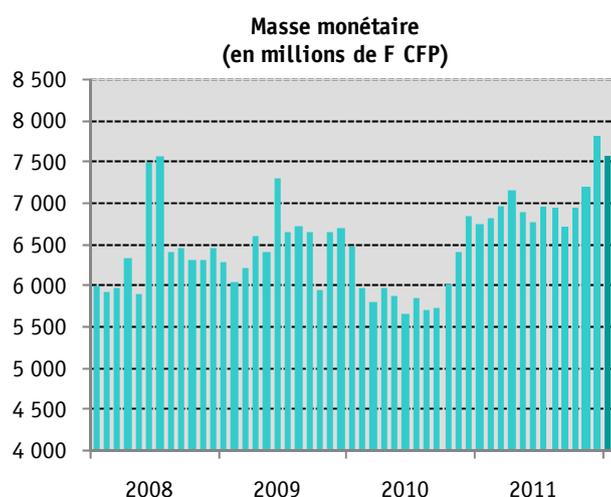


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

M3 impactée par la baisse des dépôts à vue et de la monnaie en circulation sur le mois

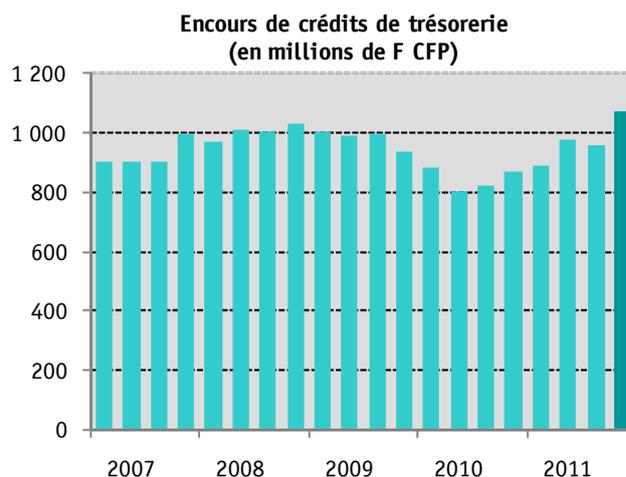
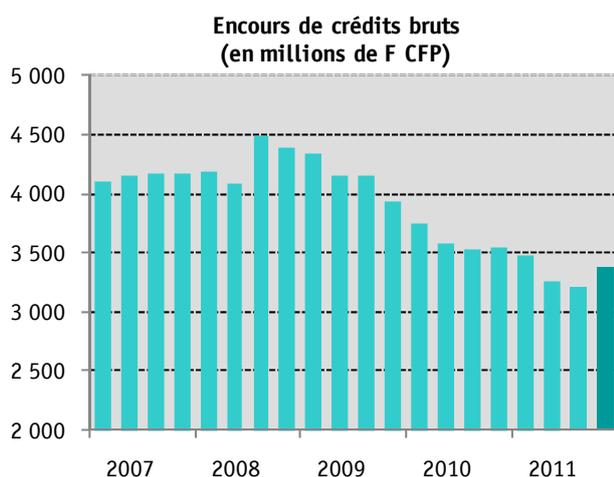
en millions de F CFP	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 036	2 145	2 094	-2,4%	2,9%
Dépôts à vue	3 622	4 410	4 179	-5,2%	15,4%
Total M1	5 658	6 555	6 273	-4,3%	10,9%
M2-M1	576	567	592	4,5%	2,8%
Total M3	6 750	7 812	7 563	-3,2%	12,0%



Concours de caractère bancaire

Reprise des crédits de trésorerie sur l'année

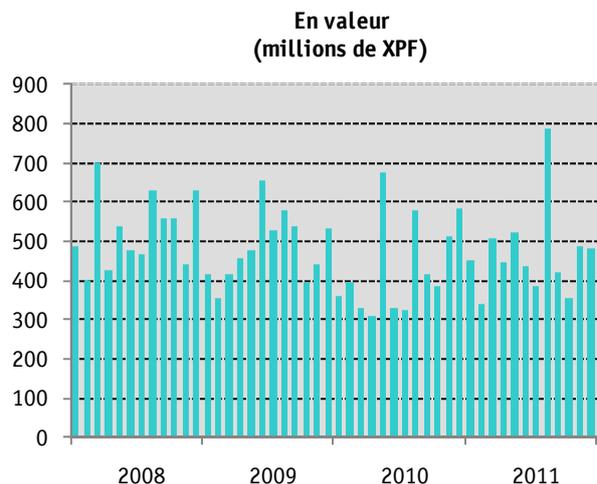
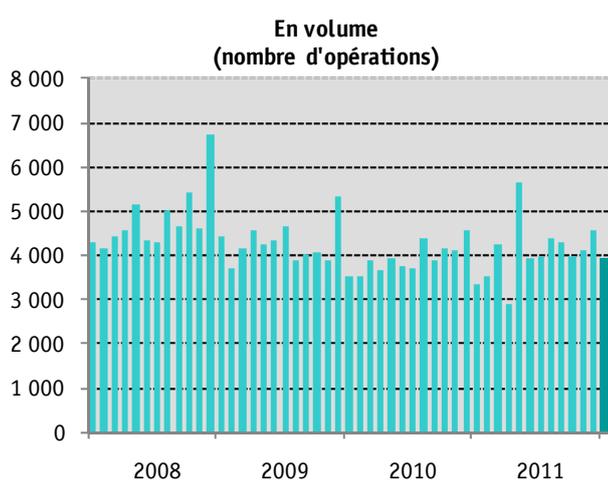
en millions de F CFP	déc-09	déc-10	déc-11	▲/an
Crédits de trésorerie	938	872	1 075	23,2%
Crédits à l'équipement	1 431	1 249	1 116	-10,7%
Crédits à l'habitat	521	363	422	16,3%
Autres crédits	290	268	221	-17,3%
Sous total	3 181	2 751	2 833	3,0%
Créances douteuses brutes	754	792	547	-31,0%
Total	3 934	3 544	3 380	-4,6%



Compensation

Bonne orientation des opérations de compensation sur l'année

	févr-11	janv-12	févr-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 529	3 911	3 936	7 847	0,6%	12%
Compensation (en millions de CFP)	337	405	380	785	-6,0%	13%



Incidents bancaires

Diminution des incidents bancaires sur le mois et sur l'année

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	76	84	70	70	-16,7%	-8%
Retraits de cartes bancaires	0	11	6	6	-45,5%	-

Interdits bancaires

Légère hausse des personnes physiques en situation d'interdits bancaires

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	406	408	411	0,7%	1,2%
- dont personnes physiques	395	399	402	0,8%	1,8%
- dont personnes morales	11	9	9	0,0%	-18%

Cotation

Baisse du nombre de cotes éligibles

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	38	38	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	13	8	7	-12,5%	-46,2%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	2012	▲/an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4 ^e trim	105,22	109,43	-	4%
Entreprises					
nombre d'entreprises	décembre	475	512	-	7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janvier	11	11	9	-18%
importations de biens d'équipement (M XPF)	janvier	83	33	15	-54%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	janvier	2	2	0	-100,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	février	6	14	7	-50,0%
Ménages					
emploi salarié (nb)	juin	2 020	2 031	-	-
dont secteur privé	juin	831	841	-	-
dont secteur public	juin	1 189	1 190	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} janvier 2012	486	486	502	3,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janvier	436	395	402	1,8%
décision retrait cartes bancaires	janvier	0	0	6	-
incidents paiements sur chèques	janvier	55	76	70	-8%
importations de produits alimentaires (M XPF)	janvier	105	109	11	-89,5%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	janvier	43	64	22	-65,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	janvier	17	18	8	-57,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	février	16	20	19	-5,0%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	janvier	464	387	182	-53,1%
exportations	janvier	0	20	0	-
recettes douanières	janvier	129	112	149	33,1%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	janvier	87	72	113	56,5%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	janvier	41	39	35	-8,2%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	janvier	3 361	3 622	4 179	15,4%
M1	janvier	5 264	5 658	6 273	10,9%
M2	janvier	5 834	6 234	6 865	10,1%
Dépôts à terme	janvier	643	516	698	35,2%
M3	janvier	6 477	6 750	7 563	12,0%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
décembre		3 544	3 380	-	-4,6%
Ménages	décembre	1 255	1 357	-	8,1%
dont crédits à la consommation	décembre	893	1 073	-	20,3%
dont crédits à l'habitat	décembre	363	283	-	-21,9%
Entreprises	décembre	1 092	1 137	-	4,1%
dont crédits d'exploitation	décembre	103	88	-	-14,4%
dont crédits d'investissement	décembre	943	843	-	-10,7%
dont crédits à la construction	décembre	-	-	-	-
Collectivités locales	décembre	306	273	-	-10,8%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	98	67	-	-31,7%
créances douteuses brutes	décembre	792	547	-	-31,0%
taux de créances douteuses	décembre	22,4%	16,2%	-	- 4 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	décembre	2 856	3 040	-	6,5%
Sociétés	décembre	1 678	2 289	-	36,4%
Autres agents	décembre	4 033	3 935	-	-2,4%
dont assurances-vie	décembre	921	946	-	2,6%

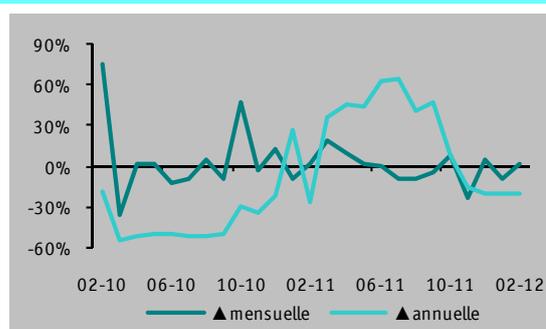
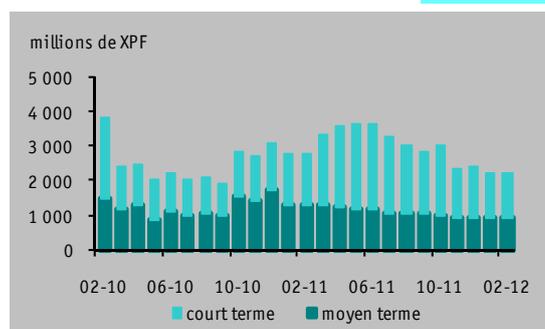
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement sur le mois de février

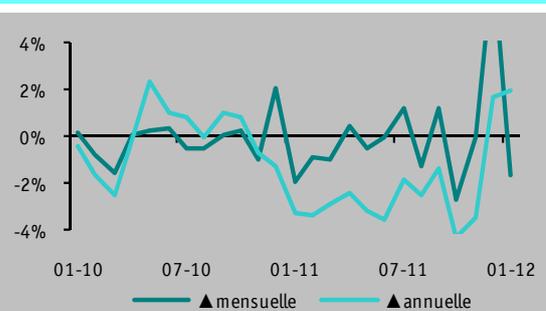
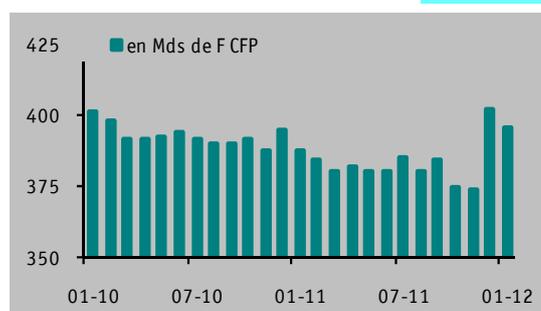
en millions de F CFP	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 493	1 287	1 318	2,4%	-11,7%
Utilisations à moyen terme	1 275	876	892	1,8%	-30,1%
Refinancement total	2 768	2 163	2 210	2,2%	-20,2%



Masse monétaire

Fort recul des dépôts à terme sur le mois

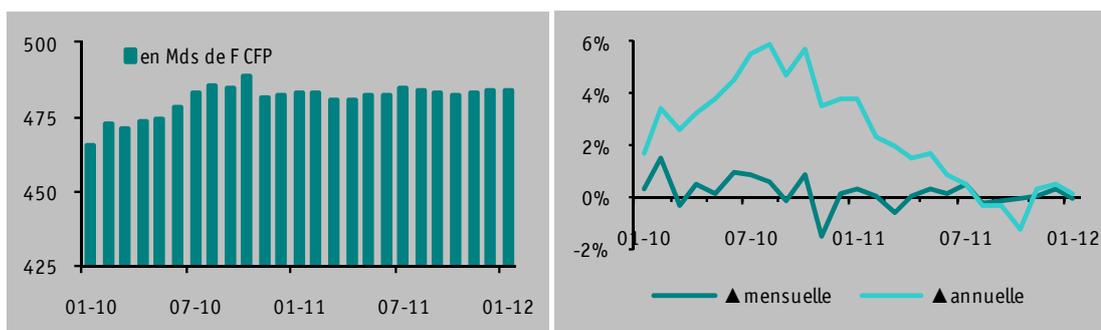
en millions de F CFP	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 138	15 437	14 715	-4,7%	4,1%
Dépôts à vue	153 110	151 116	160 372	6,1%	4,7%
Comptes sur livrets	110 609	100 684	101 085	0,4%	-8,6%
Comptes d'épargne logement	232	314	315	0,4%	35,8%
Dépôts à terme	105 199	128 417	109 930	-14,4%	4,5%
Autres	4 047	5 454	8 546	56,7%	111,2%
Total M3	387 336	401 422	394 965	-1,6%	2,0%



Concours des banques locales à l'économie

Stabilisation de l'encours des crédits en janvier

en millions de F CFP	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	136 118	131 907	129 044	-2,2%	-5,2%
Crédits d'équipement	60 374	64 952	64 714	-0,4%	7,2%
Crédits à l'habitat	156 082	160 675	160 910	0,1%	3,1%
Autres crédits	77 361	67 817	69 929	3,1%	-9,6%
Créances dout. brutes	53 323	58 756	59 057	0,5%	10,8%
Total CCB	483 258	484 107	483 654	-0,1%	0,1%



Cotation

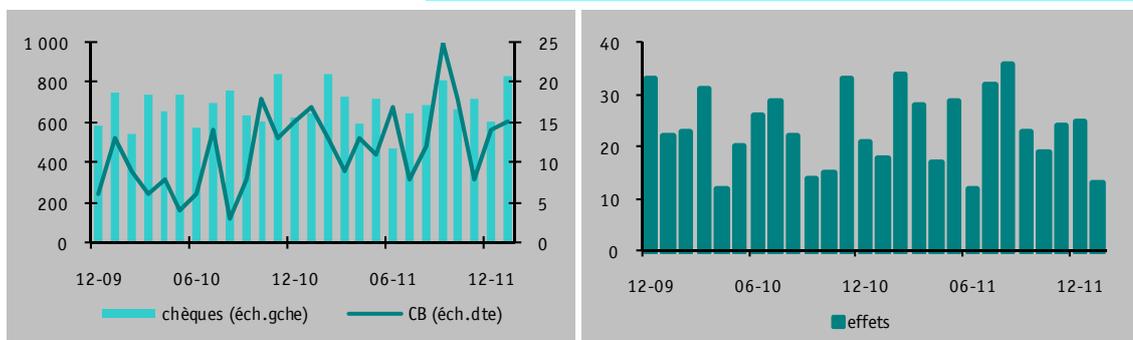
Léger retrait sur le mois du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	févr-11	janv-12	févr-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	6 688	7 129	7 169	0,6%	7,2%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 255	1 238	1 251	1,1%	-0,3%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 486	1 601	1 594	-0,4%	7,3%

Incidents de paiement

Reprise sensible des incidents de paiements sur chèques

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	681	646	862	33,4%	26,6%
- sur chèques	646	607	834	37,4%	29,1%
- sur effets	18	25	13	-48,0%	-27,8%
- retraits de cartes bancaires	17	14	15	7,1%	-11,8%



Interdits bancaires

Recul des interdictions bancaires pour les personnes morales

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 687	3 588	3 606	-0,5%	-2,7%
- dont personnes physiques	3 264	3 150	3 161	-0,3%	-3,5%
- dont personnes morales	423	438	445	-1,6%	3,5%

3 – Brèves économiques locales

Hygiène et santé publique

Rapport du CHSP sur la distribution d'eau potable en 2011

Le rapport annuel du Centre d'hygiène et de salubrité publique (CHSP) sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine a été présenté le 8 mars dernier. Les analyses montrent une amélioration sensible par rapport à 2010.

En effet, sur trente communes contrôlées (1 490 analyses sur 142 points de contrôle), sept distribuaient des eaux de consommation 100% potables en 2011 (Papeete, Bora Bora, Temae/Moorea, Arue, Huahine, Faaa et Rikitea) contre seulement deux en 2010 (Papeete et Bora Bora).

Energie

Actualisation de la formule tarifaire de l'électricité au 1^{er} mars 2012

Dans le cadre de la convention de concession de distribution d'électricité qui lie le Pays à EDT, la formule tarifaire a été réactualisée au 1^{er} mars 2012. Elle a également fait l'objet d'une révision pour tenir compte de la montée significative des prix des carburants et éviter une hausse trop importante des tarifs. L'impact global a été évalué à + 3,13 %.

Augmentation différenciée des tarifs pour les consommateurs

Le gouvernement a créé un tarif « petits consommateurs » destiné aux foyers basse tension consommant moins de 300 kWh par mois. Pour les particuliers ayant une consommation mensuelle de l'ordre de 450 kWh par mois, la hausse est de 4,5 % et pour les professionnels, entre 3,6 % et 3,8 %.

Transport aérien

Lancement d'un audit financier et social chez ATN

Air Tahiti Nui (ATN), compagnie internationale dont le Pays est actionnaire à 85%, est en proie à des difficultés financières. Elle a fait l'objet d'une importante réduction de capital fin d'année 2011 et prévoit pour 2012 une réduction de ses effectifs de 10%.

Suite à l'annonce du plan social envisagé, le comité d'entreprise d'Air Tahiti Nui a demandé un audit financier et social.

Protection sociale

Hausse du taux de cotisations RNS

Par arrêté en Conseil des ministres mi-février 2012, le gouvernement a décidé pour le Régime des Non Salariés (RNS), une hausse du taux de cotisations au titre de l'assurance maladie. À compter du 1^{er} mars 2012, celui-ci passe de 8 % à 9,54 %. Par ailleurs, le plafond mensuel des revenus soumis à cotisations est fixé à 3 millions de F CFP à compter du 1^{er} juillet 2012.

Conflit CPS/médecins libéraux

Les négociations entre la CPS, qui cherche à limiter les tarifs de professionnels de santé, et les médecins libéraux n'ayant abouti sur aucun accord, seuls 23 des 179 praticiens ont signé une nouvelle convention. Les conséquences du déconventionnement de 87 % des médecins libéraux de Polynésie française se traduisent par un surcroît d'activité au centre hospitalier de Taaone (Papeete) et un taux d'occupation de plus de 110 % dans les services de médecine et de chirurgie.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : croissance économique

Hausse décevante du PIB sur le dernier trimestre 2011

Le PIB australien progresse de seulement 0,4 % au quatrième trimestre 2011, bien en deçà des anticipations du consensus des analystes (+ 0,8 %), et celui du troisième trimestre est révisé à + 0,8 % (+ 1 % auparavant). Il est soutenu par la consommation des ménages (+ 0,5 %) et la dépense publique (+ 1 %), qui rebondit après un troisième trimestre très faible (- 1,2 % par rapport au deuxième trimestre 2011). A l'inverse, l'investissement des entreprises (- 1 %) et dans l'immobilier résidentiel (- 3,9 %) contribuent négativement à son évolution.

Croissance de 2,3 % pour l'économie australienne sur l'année 2011

Avec + 2,3 % en 2011, le PIB australien enregistre, pour la quatrième année consécutive, une hausse inférieure à son potentiel de long terme, 3,25 % (+ 2,2 % en 2010, +2,7 % en 2009 et + 1,2 % en 2008).

Contraction sur le marché du travail en février 2012

Après une hausse de 46 200 emplois en janvier 2012, le marché du travail se contracte de 15 400 en février. Ainsi, le taux de chômage passe à 5,24 % contre 5,1 % précédemment.

Nouvelle-Zélande : politique monétaire

Taux de l'OCR inchangé depuis un an

Lors de sa réunion du 8 mars 2012, la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) a laissé inchangé son principal taux directeur, l'Official cash rate (OCR), à 2,50 %. Les banquiers centraux néo-zélandais estiment que l'évolution des prix est pour l'heure sous contrôle et que les anticipations inflationnistes se sont apaisées.

Ils reconnaissent que le maintien du dollar néo-zélandais à un niveau élevé sur le marché des changes (+ 7 % vis-à-vis de l'euro sur deux mois, entre décembre 2011 et février 2012), contribue à contenir la hausse des prix, limitant ainsi le besoin d'ajuster à la hausse l'OCR, mais qu'il est préjudiciable aux exportations du pays.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	janv.12	104,0	106,3	105,7	-0,5%	1,6%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	déc. 11	121,0	116,2	116,8	0,5%	-3,5%	
Commerce extérieur							
Exportations (en M F CFP)	déc. 11	1 038	1 288	1 447	12,4%	39,4%	
Importations (en M F CFP)	déc. 11	14 034	14 401	13 385	-7,1%	-4,6%	
						(source : ISPF)	
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc. 11	2 154	2 107	1 960	-7,0%	-9,0%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv. 12	143	104	92	-11,5%	-35,7%	
	Camions	janv. 12	10	8	0	-100,0%	-100,0%
	Camionnettes	janv. 12	143	96	92	-4,2%	-35,7%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv. 12	423	438	445	1,6%	5,2%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc. 11	2 160	2 346	2 021	-13,8%	-6,4%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc. 11	2 984	3 483	3 337	-4,2%	11,9%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	janv.12	205	226	222	-1,8%	8,3%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	janv.12	3 264	3 150	3 161	0,3%	-3,2%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc. 11	534	782	855	9,3%	60,1%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc. 11	73	111	299	169,8%	311,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	déc. 11	76	132	103	-21,9%	36,2%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc. 11	206	180	174	-3,6%	-15,6%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	déc. 11	7	7	8	7,5%	6,1%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc. 11	25	102	54	-46,7%	120,8%	
Tourisme							
Nombre de touristes	déc. 11	13 798	13 086	14 106	7,8%	2,2%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	fév.12	50,8%	42,3%	50,2%	7,9 pts	-0,6 pts	
						(sources : ISPF, CPH)	
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	janv. 12	57 309	56 542	57 510	1,7%	0,4%
	Comptes sur livret	janv. 12	104 073	94 881	95 280	0,4%	-8,4%
	Dépôts à terme	janv. 12	54 569	59 527	59 431	-0,2%	8,9%
Entreprises							
	Dépôts à vue	janv. 12	79 003	81 119	75 875	-6,5%	-4,0%
	Dépôts à terme	janv. 12	40 145	39 895	39 121	-1,9%	-2,6%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	janv. 12	84 107	79 773	79 100	-0,8%	-6,0%
	Crédits à l'habitat	janv. 12	132 516	139 573	139 779	0,1%	5,5%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	janv. 12	50 014	49 329	47 081	-4,6%	-5,9%
	Crédits d'équipement	janv. 12	51 499	56 402	56 112	-0,5%	9,0%
						(source : IEOM)	

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	14/12/2011
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	3,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,65% à 6,10% (Taux SFGAS à partir du 01/03/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		taux		date d'effet	
	29/02/2012	31/01/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08						
EONIA	0,3740%	0,3800%	- 0,006 pt	0,8170%	- 0,443 pt	banques métropolitaines		6,60%		15/10/2001	
EURIBOR 1 mois	0,5640%	0,7130%	- 0,149 pt	0,7820%	- 0,218 pt	banques locales					
EURIBOR 3 mois	0,9830%	1,1250%	- 0,142 pt	1,0060%	- 0,023 pt	taux d'intérêt légal		taux		JORF	
EURIBOR 6 mois	1,2790%	1,4180%	- 0,139 pt	1,2270%	+ 0,052 pt	année 2012		0,71%		08/02/2012	
EURIBOR 12 mois	1,6140%	1,7540%	- 0,140 pt	1,5070%	+ 0,107 pt	année 2011		0,38%		03/02/2011	

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions	
	29/02/2012	31/01/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		
TEMPE	0,3662%	0,3877%	- 0,022 pt	0,4902%	- 0,116 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average	
EURIBOR 1 mois	0,6270%	0,8380%	- 0,211 pt	0,8110%	- 0,184 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA	
EURIBOR 3 mois	1,0490%	1,2230%	- 0,174 pt	1,0220%	+ 0,027 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate	
EURIBOR 6 mois	1,3460%	1,5060%	- 0,160 pt	1,2510%	+ 0,095 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)	
EURIBOR 12 mois	1,6790%	1,8370%	- 0,158 pt	1,5260%	+ 0,153 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)	
TMO	3,2600%	3,4300%	- 0,170 pt	3,5900%	- 0,330 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)	
TME	3,0600%	3,2300%	- 0,170 pt	3,3900%	- 0,330 pt		
TRBOSP	3,2500%	3,4100%	- 0,160 pt	3,6500%	- 0,400 pt		

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,135%	0,110%	0,050%	0,085%	0,035%	0,540%	0,570%	0,555%
3 mois	0,370%	0,370%	0,680%	0,250%	0,285%	0,140%	1,100%	0,820%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,980%	1,850%	1,870%	0,960%	0,970%	0,980%	2,150%	1,990%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2012)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	15,78%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,60%
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Prêts-relais	6,43%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Autres crédits aux particuliers		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,65%	Découverts en compte (1)	13,80%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	13,98%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,69%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	12,51%	Découverts en compte (1)	13,80%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,7637	1 NZD/XPF	75,0420	1 HKD/XPF	11,4465	1 GBP/XPF	141,4051	
100 JPY/XPF	110,5743	1 AUD/XPF	96,1267	1 SGD/XPF	71,3451	100 VUV/XPF	97,8829	1 FJD/XPF	51,2880

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE
Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS
Dépôt légal : mars 2012 – Achevé d'imprimer le 15 mars 2012 – N°ISSN 1955-8376

